



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

Nauru

Question écrite n° 37132

Texte de la question

Dans les années 1980, Nauru, le plus petit État du monde, fut aussi, brièvement, le plus riche par tête d'habitant. Il en est, aujourd'hui, le plus mal en point : sa seule ressource, les phosphates, s'épuise alors que son sol est devenu, à près de 90 %, un désert lunaire, au point que l'exil de ses 8 000 habitants, déjà refoulés vers une étroite bande côtière, est envisagé. « Nauru cesserait alors volontairement d'exister et deviendrait le premier État en faillite absolue du monde », écrit le rapport de Global Witness rendu public le 24 mars 2004. Compte tenu de ces éléments, Mme Chantal Robin-Rodrigo demande à M. le ministre des affaires étrangères de lui faire le point sur la situation à Nauru, et de lui indiquer les intentions du Gouvernement concernant la situation désastreuse dans laquelle se trouve actuellement cet État.

Texte de la réponse

Nauru (10 000 habitants) a longtemps suscité l'envie de ses voisins du Pacifique grâce à ses gisements de phosphates. Ceux-ci auraient dû assurer le développement durable du pays mais des placements malheureux et une gestion discutable ont conduit à une situation financière inquiétante. Il convient néanmoins d'observer qu'avec un PIB par habitant de 3 500 euros, Nauru ne figure pas au nombre des PMA (groupe des quarante pays les moins avancés). D'autre part, l'Australie s'implique fortement pour assurer la survie économique du pays, d'autant plus que Nauru accueille temporairement depuis 2001 des candidats à l'asile politique que l'Australie ne veut pas voir séjourner sur son territoire. Nos relations avec Nauru, l'un des trois États du Pacifique chargés par le Forum des îles du Pacifique du suivi de la situation en Nouvelle-Calédonie, sont toujours demeurées cordiales. Ce pays a vocation à bénéficier du Fonds Pacifique dont les moyens ont doublé à la suite du sommet France/Océanie de Papeete (juillet 2003). Notre coopération bilatérale est principalement axée sur les énergies renouvelables. Par ailleurs, la France contribue à hauteur de 25 % à l'aide de l'Union européenne dans le Pacifique, qui consacrera 1,8 M EUR à Nauru au titre du 9e FED. Seul État membre de l'UE présent en Océanie, la France demeure très attentive au développement des micro États voisins de nos territoires comme à l'ensemble de l'Océanie. Le Président de la République l'a réaffirmé à Papeete, le 28 juillet 2003, lors du sommet France/Océanie, auquel assistait le président de Nauru.

Données clés

Auteur : [Mme Chantal Robin-Rodrigo](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (2^e circonscription) - Socialiste

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 37132

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : affaires étrangères

Ministère attributaire : affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 6 avril 2004, page 2785

Réponse publiée le : 4 mai 2004, page 3293